

Erwan Le Morhedec : « On ne précipite pas la fin de vie » (La Croix)

Tribune par Erwan Le Morhedec Avocat, essayiste le 09/09/2022 à 11:48 Modifié le 12/09/2022 à 09:28

Erwan Le Morhedec, auteur de Fin de vie en République. Avant d'éteindre la lumière (Cerf, 2022) et bénévole en soins palliatifs, revient sur la légèreté d'Emmanuel Macron sur la question de la fin de vie. Il espère un vrai débat de fond alors que « nous parlons ici des plus vulnérables parmi les plus vulnérables ».

Il n'y a même pas six mois, Emmanuel Macron promettait une large consultation sur la fin de vie. Alors qu'il déclarait dans le même temps sa préférence pour le prétendu « *modèle belge* » de légalisation de l'euthanasie, y croire relevait déjà d'une bonne volonté forcenée. Aujourd'hui, cela relève d'une naïveté consommée. Car ce 2 septembre, en remettant à Line Renaud la grand-croix de la Légion d'honneur, Emmanuel Macron a déclaré que le combat de l'actrice pour l'euthanasie était « *dicté par cette intuition unique que c'est le moment de faire, alors nous ferons* ». Au buffet, le président a confirmé qu'une loi serait présentée en 2023. Le contraste serait comique si le sujet l'autorisait : en fait de convention et de citoyens, c'est devant des initiés et au cours d'une réception que le sort de la fin de vie en France aura été scellé.

Manque de sincérité

Qui peut croire encore à la sincérité de la convention citoyenne sur la fin de vie ? La mémoire des consultations du premier quinquennat en dissuadait déjà. Les états généraux de la bioéthique ont été discrédités, les cahiers de doléances du « grand débat national » ont été escamotés et la Convention citoyenne pour le climat dévitalisée. Alors pourquoi participer à une consultation dont le résultat est déjà publiquement annoncé ? Pourquoi des soignants de soins palliatifs, pour ne citer qu'eux, devraient prêter eux-mêmes la main à un processus qui ne vise à l'évidence qu'à recouvrir la verticalité ordinaire des apparences de la concertation ? Ce d'autant plus qu'à ce jour l'hypothèse la plus probable est que la convention soit pilotée par le Conseil économique, social et environnemental, dont les interventions pro-euthanasie sont largement connues. La bienveillance trouve sa limite dans la crédulité. Qui peut croire la parole présidentielle ?

Dans le même temps, Yaël Braun-Pivet, nouvelle présidente de l'Assemblée nationale, parcourant plateaux et studios, martèle qu'il faut « *aller vite* » sur la loi et répète *ad nauseam* ses éléments de langage : la légalisation de l'euthanasie serait « *une loi de liberté* » qui « *n'enlèverait rien à personne* ». À part la vie, serait-on tenté de dire. Mais il y a plus. Car l'État abandonne sa seule raison d'être : protéger les plus faibles. Or, nous parlons ici des plus vulnérables parmi les plus vulnérables.

Des femmes isolées et malades

Ce sont majoritairement des femmes, âgées, isolées et malades. La solitude de ces femmes, leur crainte d'être un poids pour leurs enfants sont des raisons majeures de leur demande d'euthanasie, comme a pu le documenter l'étude de celles que réalisait le « Dr. Death », Jack Kevorkian (1). Je pense à cette grand-mère canadienne euthanasiée à laquelle une amie rendait ainsi hommage : « *Cela lui ressemble tellement, elle ne voulait jamais déranger personne.* » Je pense aussi à cette nonagénaire, perdant la vue, qui demandait l'euthanasie de peur d'aller en maison de repos. Au cours d'une émission de radio, son médecin belge m'interpellait (2) : « *C'est quoi, la proposition de la société ? L'envoyer en maison de repos ? Alors qu'elle n'y voit plus rien ?* » Et elle l'a euthanasiée. Cela sera-t-il donc demain la

proposition de la société française dans la même situation ? Faut-il être obtus et militant pour ne pas comprendre que l'euthanasie, fruit de l'abandon des proches et de la société, peut être résignée ! Au Canada, en Belgique, aux Pays-Bas, les exemples ne manquent pas pour souligner que l'euthanasie est trop souvent proposée par des soignants, par une bienveillance mal conçue parfois, pour des considérations budgétaires aussi. En France déjà, des services de soins palliatifs déplorent des pressions pour réduire la durée de séjour en leur sein. Qui peut croire que cela n'influencera jamais la décision, quand une sortie pourrait être avancée ? Qui peut croire que la décision d'euthanasie soit toujours prise en parfaite autonomie ?

Une revendication de Blancs

Un médecin me disait un jour que l'euthanasie était « *une revendication de l'intérieur du périphérique* », celle d'un milieu bien inséré – on le retrouve d'ailleurs aux réceptions officielles. Il y a trois ans, un article publié dans une revue de l'université de Saint Louis, dans le Missouri, allait dans le même sens en se penchant sur l'impact de la race dans le débat sur le suicide assisté (3), pour constater qu'il s'agissait d'une revendication de Blancs et relever de fait que, en Californie, 88 % des demandes de suicide assisté émanaient de Blancs. Les Afro-Américains et les Latinos, eux, avaient une autre préoccupation : celle d'être soignés.

Ces chiffres rejoignent ce que des soignants, notamment en Seine Saint-Denis, m'ont confié : les pauvres, parmi lesquels nombre de personnes d'origine étrangère, ne réclament pas l'euthanasie. Ils veulent être certains qu'on les soignera jusqu'au bout, malgré leur pauvreté. Aujourd'hui déjà, ils peuvent avoir des raisons d'en douter. Demain, la légalisation de l'euthanasie, ou du suicide assisté, abîmera plus encore la confiance envers les soignants. Comment faire confiance aux soignants quand le médecin qui pratique les euthanasies est le même que celui qui annonce aux patients qu'il n'y a plus rien à faire pour eux ?

La gauche et les progressistes revendiqués, ordinairement sensibles aux déterminants sociaux, nient soudainement leur réalité là où elle est la plus tragique. Les demandes d'euthanasie prospèrent chez ceux que l'absence de soins, d'attention, de liens place dans une impasse. Répondre par la mort à la demande d'humanité de ces petits, ces sans-voix, est un échec majeur de notre civilisation et un travestissement pervers de la fraternité.